

-----  
**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL  
DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**DU 18 DECEMBRE 2025**

**NOMBRE**

Des conseillers en exercice	25
De présents	17
De votants	23

**OBJET**

**N° 2025-12-17**

**Refacturation de travaux  
d'élagage à un administré**

Le Maire certifie que la liste  
des délibérations a été affichée  
à la porte de la Mairie le 22 décembre 2025  
et que la convocation du Conseil  
avait été faite le 11 décembre 2025.

Le Maire,



L'an deux mille vingt cinq, le dix huit décembre, le Conseil Municipal de la Commune de LEXY étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de M.Christian BASSO, Adjoint au Maire.

**Etaient présents** : M.BASSO-Mme HENRY-M.LENOBLE-Mme FERNANDEZ-AUBERTOT-M.PESCE-Mme LORIN-CRIDEL-M.TURCHI-Mmes RIQUET-LIGI-M.CANON-Mmes USELDINGER-PATELLI-THIERRY-MM.SULLI-PERREY-COMMITO-ZANCHIN

**Excusés** :

M.ALLIERI ayant donné pouvoir à M.BASSO  
M.SAUVLET ayant donné pouvoir à M.LENOBLE  
M.LAPUH ayant donné pouvoir à M.CANON  
Mme BERTRAND ayant donné pouvoir à Mme USELDINGER  
M.SIBELLA ayant donné pouvoir à M.SULLI  
Mme GRANDMOUGIN ayant donné pouvoir à M.PERREY

**Absentes** : Mmes RUETTE-TYDEK - FONDEUR

Un scrutin a eu lieu, Monsieur Anthony ZANCHIN a été nommé pour remplir les fonctions de secrétaire.

Monsieur ANTOINE Gérard sis au 25 rue des Vosges est propriétaire d'un terrain situé au 53 rue des Vosges.

La végétation issue de ce terrain constituait une gêne pour les usagers et contrevenait aux obligations légales en matière d'entretien des propriétés privées.

L'article L2213-25 du Code général des collectivités territoriales, indique que le maire peut mettre en demeure les propriétaires de réaliser, à leurs frais, les travaux nécessaires pour remettre en état leur terrain lorsque celui-ci est laissé à l'abandon ou présente un danger pour l'environnement ou la sécurité publique.

En cas d'inaction, la commune est autorisée à faire procéder d'office à l'exécution des travaux, également à la charge du propriétaire.

Ainsi après un premier courrier le 23 juin 2025, une LRAR le 18 juillet, une mise en demeure sous pli recommandé le 21 août et à la suite de plusieurs mises en demeure, en application de cette réglementation,

